

PROJET DE  
PLATEFORME REVENDICATIVE  
SOUQUIS AU 64ÈME CONGRÈS DE L'UNEF

Les étudiants veulent une université qui soit un réel service public d'enseignement et de recherche, ouverte à tous et assurant une réelle égalité des chances, regroupant toutes les formations post-baccalauréat, ouvrant le droit à la formation à tout moment de la vie, disposant de moyens publics suffisants et de prise en main par ses usagers.

Comme l'affirme la loi d'orientation, les universités "doivent répondre aux besoins de la nation en lui fournissant des cadres dans tous les domaines et en participant au développement social et économique de chaque région. Dans cette tâche, elles doivent se conformer à l'évolution démocratique exigée par la révolution industrielle et technique".

Dans une ville, dans une région comme dans le pays, l'université a un rôle important dans le développement économique et social pour former les ingénieurs, les médecins, les enseignants et l'ensemble des cadres dans tous les secteurs, pour assurer l'avancement et la diffusion des connaissances scientifiques et techniques, pour le développement de la création et de la recherche culturelle. Elle doit permettre à chacun d'épanouir sa personnalité, de participer pleinement à la vie sociale.

L'université est au carrefour de grandes questions posées au pays au niveau économique et social, technologique et culturel, comme des problèmes de la santé et de l'éducation.

A l'université, l'UNEF est une force de proposition ; c'est son rôle pour aujourd'hui et pour demain, dans la lutte contre la politique universitaire du gouvernement actuel et pour une nouvelle politique à l'université et dans le pays.

La plateforme qui suit rassemble les principales revendications des étudiants. Elle développe des propositions qui partent de leur situation vécue et de leurs aspirations, des propositions cohérentes qui s'attaquent aux grands problèmes posés aujourd'hui à l'université qui rejoignent les grandes revendications des travailleurs, qui changeraient immédiatement les conditions de la vie étudiante et contribueraient à transformer l'université.

Cette plateforme va de pair avec les travaux du colloque "L'Université Les Étudiants Proposent" organisé par l'UNEF les 26 et 27 mars 1977, notamment les plateformes concernant les différents secteurs universitaires, les problèmes des femmes à l'université et les droits des étudiants étrangers.

Cette plateforme est le fruit des luttes des étudiants. Loin d'être définitive, elle sera précisée et améliorée par le débat dans l'ensemble des universités. Les propositions qu'elle contient sont autant d'objectifs de luttes capables de rassembler toujours plus d'étudiants pour leurs revendications.

PREMIERE PARTIE

POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES À L'UNIVERSITÉ

Les étudiants refusent la situation actuelle de l'Université marquée par la sélection sociale et un énorme gaspillage de capacités occasionné par le salariat étudiant et les difficultés dans la poursuite des études.

C'est pourquoi les étudiants luttent contre la ségrégation sociale, pour permettre aux jeunes notamment d'origine modeste d'accéder à l'Université.

Ils luttent pour que tous aient les mêmes chances dans la poursuite de leurs études et l'obtention des diplômes.

L'égalisation des chances passe notamment par des mesures d'aide sociale, par la mise en place d'équipements collectifs, par la suppression des barrages sélectifs, par des mesures de rattrapage et de soutien. La mise en place de ces mesures se pose d'abord au niveau de l'accès à l'Université puis durant toute la formation.

I - LES ETUDIANTS LUTTENT POUR UNE VERITABLE AIDE SOCIALE

L'aide sociale de la part de l'Etat est un droit reconnu. C'est un acquis du syndicalisme étudiant. Elle se compose d'une aide directe accordée aux étudiants qui en ont besoin et d'une aide indirecte composée de services spécifiques comme les CROUS et la sécurité sociale, permettant à l'ensemble des étudiants d'avoir de meilleures conditions de vie et d'études. Ces deux formes sont indissociables.

La lutte des étudiants pour sauvegarder et étendre cette aide sociale, loin d'être corporatistes, rejoint celle des travailleurs pour la démocratisation et la gratuité de l'enseignement.

a) - LES BOURSES

Les étudiants refusent le plan gouvernemental de dénaturation du système des bourses et de suppression des bourses d'agrégation et de 3ème cycle.

Ils demandent que chaque étudiant puisse vivre avec le minimum vital de 1000 F établi par le CNO.

Ils exigent :

- Le rattrapage du pouvoir d'achat des bourses et leur indexation sur la hausse du coût de la vie,
- l'augmentation du nombre de bourses par un réel relèvement du plafond des ressources,
- Le versement de chaque terme de bourse avant le début du trimestre et le droit automatique à des avances sur bourse,
- Le rétablissement du 3ème échelon et l'attribution d'un quatrième terme de bourse,
- Le développement des crédits du fond de Solidarité Universitaire et l'attribution d'une allocation de rentrée de 700 F.



b) L'ALLOCATION D'ETUDE

Pour réduire la sélection sociale, supprimer le salariat étudiant et les abandons massifs en cours d'études, les étudiants réclament la mise en place d'un système d'allocation d'étude.

Cette allocation doit être calculée sur la base des besoins de l'étudiant, attribuée sur critères sociaux et universitaires, indexée sur le coût de la vie, exonérée d'impôts, perçue 12 mois sur 12, financée par le budget de l'Etat et gérée par le CROUS.

Elle doit permettre à l'étudiant de vivre dans des conditions décentes et favoriser son indépendance; elle se complète du maintien et de l'amélioration de l'aide indirecte. Ils demandent le maintien des pré-salaires existants (IPES...) et la création de 3000 allocations de recherche en 3ème cycle.

c) LES ETUDIANTS VEULENT FAIRE DU CROUS UN GRAND SERVICE PUBLIC, SOCIAL ET CULTUREL.

Les étudiants luttent pour le maintien de la parité Etat-étudiant dans les tarifs, l'arrêt des fermetures de restaurants universitaires,

- pour la construction de nouveaux équipements, en particulier d'un restaurant pour chaque implantation universitaire avec l'ouverture de toutes les chaînes;

- ils agissent pour l'amélioration de la qualité des repas, le maintien de tous les plats et un contrôle médical régulier, l'ouverture de restaurants médicaux-sociaux sur chaque campus.

- ils demandent le tarif étudiant sur toutes les cantines fréquentées par les étudiants.

- Les étudiants revendiquent la construction de cités universitaires pour atteindre le minimum d'un étudiant sur quatre logé en cité, avec un minimum de 12 m<sup>2</sup> par chambre, l'extension des services en cités-U, l'arrêt des expulsions et autres mesures disciplinaires.

Ils demandent la création de studios et de logements pour couple avec des loyers subventionnés et l'amélioration des services logement des CROUS.

- Les étudiants exigent l'exonération d'impôts locaux et la suppression du tarif passager pour tous les étudiants bénéficiaires des oeuvres universitaires, une compensation financière pour les étudiants logés en ville faute de place et qui auraient droit à la cité Universitaire, l'établissement d'un barème légal des loyers en ville contrôlé par les élus étudiants au CROUS.

d) LES ETUDIANTS DEFENDENT LE REGIME ETUDIANT DE SECURITE SOCIALE.

- un des seuls régimes gérés par les usagers eux-mêmes contre les attaques gouvernementales et patronales sur la Sécurité Sociale.

- Ils demandent le maintien du régime et de sa gestion par les étudiants.

- Le blocage des cotisations et l'octroi de subventions par l'Etat.

- Ils luttent contre l'implantation de mutuelles concurrentes à la MNEF.

Avec les travailleurs, ils réclament :

- Le retour au remboursement à 60%

- La suppression du forfait de 15 F à l'hôpital et l'arrêt du démantèlement de la Sécurité Sociale au profit des Compagnies d'Assurances.

Ils demandent l'abrogation des ordonnances de 67 et le retour de la Sécurité Sociale à sa mission originelle de garantir l'égalité devant la santé.

## II - LES ETUDIANTS LUTTENT CONTRE LA SELECTION SOCIALE A TOUS LES NIVEAUX.

### a) LES ETUDIANTS LUTTENT POUR LE LIBRE ACCES A L'UNIVERSITE.

Les étudiants refusent la réforme HABY qui vise à dévaloriser la formation des jeunes, à aggraver la sélection sociale et à créer une sélection à l'entrée de l'Université par le BAC HABY.

Ils exigent que le bac reste le premier grade universitaire et refusent toute sélection à l'entrée du premier cycle.

Dans cette optique, ils luttent contre la pré-sélection en médecine, contre la pré-inscription imposée aux étudiants étrangers, contre toutes les mesures de tests d'entrée, de blocage d'inscription, de contingentement.

### b) LES ETUDIANTS REVENDIQUENT LE LIBRE CHOIX DE LEUR ORIENTATION.

Ils se prononcent contre les cellules d'orientation autoritaires et le projet de stages d'orientation en première année. Ils demandent des structures d'information contrôlées par les étudiants et la possibilité de se réorienter en obtenant des équivalences entre formations et entre universités.

### c) LES ETUDIANTS SE BATTENT POUR DES MESURES CONTRE LA SELECTION SOCIALE DURANT TOUT LE CURSUS.

- Ils demandent des enseignements de rattrapage intégrés aux cursus pour résorber les décalages dus aux différents bacs et pour permettre les réorientations éventuelles.

- Ils réclament pour les étudiants salariés, un emploi du temps adapté et des modalités de contrôle aménagées.

- Ils réclament le maintien automatique des bourses pour les redoublants et les candidats au CAPES et à l'AGREG.

- Ils luttent pour le rétablissement et l'extension des sursis militaires permettant à tous le libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 27 ans sans prolongation de la durée du service national.

Des mesures spéciales doivent être mises en place pour permettre réellement la poursuite des études, pour faciliter la réinsertion des étudiants ayant effectué leurs obligations militaires dans le cadre de l'extension des droits démocratiques des appelés.



DEUXIEME PARTIE

POUR LE DROIT A L'EMPLOI POUR TOUS AU NIVEAU DE QUALIFICATION ACQUISE

Les étudiants refusent le chômage et la déqualification: ils exigent une politique de plein emploi et de reconnaissance des qualifications. Ils exigent que le droit à l'emploi, reconnu par la Constitution soit garanti.

I - LES ETUDIANTS VEULENT UNE POLITIQUE DE PLEIN EMPLOI

parce que le pays a des besoins énormes en personnels qualifiés de niveau post-baccalauréat, et que ces besoins loin d'être satisfaits aujourd'hui ne cessent de s'accroître ( progrès de la santé = besoin en médecins et para-médicaux; démocratisation de l'enseignement = besoin en maîtres... et de se diversifier ( qualité de la vie).

Les étudiants exigent une politique qui crée des emplois nécessaires au développement économique et social,

ils refusent la politique gouvernementale de désindustrialisation qui brade des secteurs entiers comme la sidérurgie lorraine, comme les branches de pointe qui emploient beaucoup d'ingénieurs et de techniciens.

Dès aujourd'hui, on prévoit qu'il faudrait créer 200.000 emplois dans les PIT, 120.000 dans la Santé, 136.000 postes d'enseignement du secondaire, 20.000 postes en EPS....

Les étudiants demandent que les besoins soient déterminés démocratiquement en consultant l'ensemble des intéressés.

C'est pourquoi les étudiants demandent la création d'emplois nouveaux dans les branches industrielles assurant la sauvegarde du potentiel de production et la satisfaction des besoins sociaux, dans les services publics, la fonction publique et l'enseignement, notamment par le rétablissement et l'augmentation des postes aux concours d'enseignement du CAPES, AGREG, CAPEPS et aux concours de la fonction publique.

II - LES ETUDIANTS VEULENT QUE LEUR QUALIFICATION SOIT RECONNUE .

Ils refusent l'idée que le gouvernement tente d'imposer d'une Université fabrique à chômeurs sous prétexte d'une "inadaptation" de la formation universitaire au monde économique, tentant de culpabiliser les étudiants, de renforcer l'abandon massif de l'université et la déqualification à l'embauche.

Les étudiants veulent des diplômes donnant droit à un emploi. C'est pourquoi ils luttent pour faire valoir leur qualification, pour faire reconnaître la valeur de leurs diplômes et pour la détermination du niveau d'embauche en fonction du niveau de formation.

Ils revendiquent la reconnaissance des diplômes à leur niveau de qualification, notamment des DUT dans les conventions collectives et le statut de la fonction publique ainsi que le maintien de la valeur nationale des diplômes.

Ils luttent contre toutes les mesures tendant à la mise en place de facs concurrentielles, comme la déssectorisation des facs parisiennes. ./.

La déqualification des jeunes diplômés est d'autant plus inacceptable qu'elle va de pair avec une déqualification générale des emplois.

La lutte contre la déqualification doit être menée par les étudiants et par les travailleurs pour le relèvement général des qualifications et un certain resserrement de l'éventail hiérarchique.

Quand les étudiants luttent pour obtenir des garanties sur les salaires à l'embauche, sur les niveaux de responsabilités, sur les possibilités de carrières, leurs luttes rejoignent celles de tous les travailleurs.

Ils demandent la suppression de toute discrimination à l'embauche envers les femmes et leur accès à des postes de qualification et de rémunération.

Ils demandent l'attribution d'une indemnité d'attente avant l'embauche, égale au SMIC et donnant droit aux prestations sociales.

Les étudiants exigent la création d'un véritable service universitaire de l'emploi géré paritairement avec les étudiants avec une antenne dans chaque faculté pour la recherche des débouchés et le contrôle des emplois; ce qui suppose la publicité totale des emplois proposés par les entreprises et les administrations.

La lutte pour la création d'un tel service est d'autant plus importante pour les étudiants quand on sait que seulement 1,28% du budget de l'APEC est consacré aux jeunes à la recherche d'un emploi et qu'une seule personne de l'ANPE au niveau national s'occupe des jeunes diplômés.



## TROISIEME PARTIE

### POUR UNE VERITABLE FORMATION PROFESSIONNELLE SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

Les étudiants luttent contre les plans et les mesures du gouvernement et du patronat pour réduire la durée, le niveau et le contenu des formations universitaires et pour obtenir une main d'oeuvre aux diplômes dévalués, prête à accepter la déqualification.

Les étudiants luttent pour avoir une formation complète débouchant sur des diplômes qui sanctionnent le niveau des connaissances, et des compétences acquises. Ce qui fait la valeur des diplômes, ce n'est pas le nombre des recalés, mais la qualité et la durée de la formation.

Les étudiants revendiquent une formation culturelle leur permettant de développer leur esprit critique, d'épanouir l'ensemble de leurs capacités et d'élargir leurs horizons.

Ils veulent pouvoir bénéficier plus tard d'une formation permanente leur permettant d'approfondir, d'élargir et d'actualiser leurs connaissances.

C'est pourquoi les étudiants luttent pour les mesures suivantes :

#### 1) ILS RECLAMENT DES MOYENS POUR LES UNIVERSITES.

La dégradation du potentiel universitaire doit cesser; l'Université est un grand service public qui doit recevoir de l'Etat les moyens de son fonctionnement et de son développement.

#### a) DES MESURES IMMEDIATES POUR LE FONCTIONNEMENT DES UNIVERSITES.

Un collectif budgétaire doit être débloqué ainsi qu'une importante rallonge au budget 78 prévu par le gouvernement en diminution.

Chaque UER et Université doit avoir les crédits nécessaires à son fonctionnement sur la base des demandes établies par les Conseils à l'initiative des élus syndicaux.

Les postes d'enseignants et de personnels ainsi que les heures complémentaires nécessaires au fonctionnement doivent être débloqués, de façon à ce qu'il n'y ait pas plus de 25 étudiants par TD dans toutes les disciplines.

La TVA versée par les Universités doit être remboursée.

#### b) DES EQUIPEMENTS ET DU MATERIEL PEDAGOGIQUE SUFFISANT.

- Des équipements nouveaux (souvent en projet depuis le 5ème plan) doivent être construits (locaux d'enseignement, de recherche, équipements sociaux et culturels). L'UNEF propose pour chaque ville un plan de constructions minimales à réaliser.

- Chaque centre universitaire doit disposer de moyens modernes (audio-visuels, laboratoires de langue, salles de travail par petits groupes, foyers et cafétérias...)
- Un service de photocopie doit être mis en place dans chaque UER, les mémoires et les thèses doivent être édités gratuitement par l'UER.
- Des crédits spéciaux doivent être débloqués particulièrement pour les bibliothèques qui doivent disposer de livres en nombre suffisant, être ouvertes jusqu'à 22 heures et le samedi.
- Les laboratoires instituts et équipes de recherche doivent recevoir les crédits nécessaires au libre développement de leurs travaux.

II - LES ETUDIANTS VEULENT UNE AMELIORATION DES CURSUS UNIVERSITAIRES.

---

a) Une université complète et pluridisciplinaire.

- Ils refusent les nombreux clausus et les barrages sélectifs à l'entrée de l'Université et de chaque cycle. Si les débouchés sont nécessaires à chaque niveau, chaque étudiant doit être assuré de pouvoir poursuivre des études sans autre obstacle que l'acquisition des examens et diplômes prévus.
- Les étudiants refusent la déssectorisation des universités parisiennes qui vise à entraîner l'élimination de nombreux étudiants dès l'inscription.
- à créer une discrimination entre les universités, à remettre en cause les expériences positives des universités périphériques et à en faire des universités parking sans crédits.
- Les étudiants luttent pour que chaque université soit dotée des 3 cycles d'enseignement, que chaque 1° cycle soit suivi d'un 2ème cycle, que les filières soient décloisonnées, les expériences de pluridisciplinarité étendues, les équivalences et les passerelles multipliées.

Les Universités doivent disposer d'une plus grande autonomie pédagogique tout en maintenant la valeur nationale des diplômes.

Les étudiants rejettent le projet gouvernemental visant à donner au recteur le droit de contrôle pour la validation des diplômes.

- Dans les secteurs où ils existent, les étudiants revendiquent des stages formatifs. Compléments de formation, ils doivent être intégrés dans la formation, préparés à l'Université organisés sous le contrôle des conseils et des organisations syndicales représentatives des étudiants, enseignants et travailleurs.

Les libertés d'information et d'expression doivent être garanties ainsi qu'une indemnisation décente.

- L'ouverture des Universités aux non bacheliers doit être étendue; elle doit s'accompagner de structures d'accueil efficaces, permettre leur intégration aux différentes filières et ouvrir sur les diplômes nationaux.

b) Les différents cycles:

- Le 1° cycle doit être un cycle pluridisciplinaire de préparation et d'orientation, il doit permettre la libre orientation des étudiants par une gamme étendue d'options; la pluridisciplinarité ne doit pas cependant conduire à un émiettement des connaissances et ne doit pas être une juxtaposition de disciplines sans cohérence.



Les étudiants réclament le retrait du projet gouvernemental de réduction à quatre ans du nombre d'inscriptions possibles en 1° cycle, ce qui rendrait impossible les réorientations:

- Le 2ème cycle doit être un cycle d'approfondissement et de spécialisation, dans le cadre de filières décloisonnées et pluridisciplinaires, débouchant sur la maîtrise.

Les étudiants luttent pour l'abrogation de la réforme du 2ème cycle et le maintien des acquis. Le patronat ne doit contrôler ni les habilitations ni le contenu ou l'organisation de la formation, les étudiants luttent pour le maintien effectif de tous les enseignements existants et contre la limitation de la durée des habilitations.

- Le 3ème cycle doit être un cycle de spécialisation et d'approfondissement scientifique par la recherche.

- Les étudiants combattent la politique gouvernementale de sacrifice de la recherche universitaire, de soumission et d'abandon dans tous les secteurs. Ils protestent contre les projets de transformation de DEA en DESS et contre la limitation du nombre d'équipes de recherche.

Les Universités doivent pouvoir délivrer dans des formations à BAC + 5 le titre d'ingénieur.

c) Les différents secteurs.

Dans les IUT, les étudiants réclament le rejet du projet SAUNIER de restructuration des études, le niveau de la formation doit être maintenu, les enseignements fondamentaux renforcés.

- La formation des maîtres est une grande question nationale sur laquelle les étudiants luttent en commun avec les enseignants et les travailleurs dans le cadre du refus de la réforme HABY.

La loi d'orientation prévoit que les universités " forment les maîtres de l'éducation nationale, veillent à l'unité générale de cette formation et permettent l'amélioration continue de la pédagogie et le renouvellement des connaissances et des méthodes."

C'est pourquoi les étudiants réclament:

- L'unification progressive de la formation et du recrutement de tous les maîtres;
- L'acquisition d'une formation de haut niveau à l'Université en 5 ans, comprenant l'acquisition de la maîtrise et d'une formation pédagogique théorique et pratique dans les centres universitaires avec une phase d'initiation, une année pleine de formation pédagogique à BAC +5 puis un perfectionnement pendant la première année d'exercice et tout au long de la carrière.
- En Médecine les étudiants exigent le retrait du projet VEIL-FOUGERE, la suppression de tous les barrages et numéris clausus, la liberté d'orientation entre la formation de généraliste et de spécialiste.

Ils demandent l'augmentation dans l'immédiat du nombre de places en PCEM2,

la rémunération des fonctions hospitalières et des gardes au SMIC des DCEN2, la rédaction d'un statut de l'étudiant hospitalier, un an d'internes pour tous en fin d'études.

#### d) La formation permanente.

La formation permanente doit être un service public dans lequel l'université doit pouvoir jouer tout son rôle, comme le prévoit la loi d'orientation de 1968 :

" L'enseignement supérieur doit être ouvert aux anciens étudiants ainsi qu'aux personnes qui n'ont pas eu la possibilité de poursuivre des études afin de leur permettre, selon leurs capacités, d'améliorer leurs chances de promotion ou de convertir leur activité professionnelle. Les Universités doivent concourir, notamment en tirant parti des moyens nouveaux de diffusion des connaissances, à l'éducation permanente à l'usage de toutes les catégories de la population et à toutes fins qu'elle peut comporter ".

Des départements de formation permanente intéressés aux différentes UFR doivent être créés dans chaque centre universitaire. Si elle doit s'étendre à tout le champ de la culture, la formation permanente doit pouvoir déboucher sur des diplômes identiques ou équivalents à ceux de la formation initiale, et être accessible à tous les moments de la vie.

### III - LES ETUDIANTS VEULENT UN ENSEIGNEMENT DE MEILLEURE QUALITE.

Les étudiants réclament des moyens réels, pour l'amélioration de l'enseignement au niveau du contenu, des méthodes d'enseignement et du contrôle des connaissances.

#### a) contenu de la formation

- Les étudiants demandent une amélioration du contenu scientifique des cours qui doit évoluer par un lien plus étroit avec la recherche. Ils veulent un enseignement ouvert sur la vie et les autres disciplines, un enseignement pluraliste qui prennent en compte l'ensemble des courants de pensée qui traversent une discipline, qui favorise l'esprit critique et le débat.

Les étudiants soutiennent les revendications des syndicats enseignants pour une meilleure formation des enseignants du supérieur.

#### b) méthodes d'enseignement

- Les étudiants veulent la mise en place d'un enseignement plus actif et plus collectif, par petits groupes, permettant des exposés et présentations individuels ou collectifs, des travaux de recherche, des enquêtes et des expériences sur le terrain, sur la base d'un matériel pédagogique adapté ( polys, fiches de lecture...).

#### c) contrôle des connaissances.

- Les étudiants veulent le véritable contrôle des connaissances à la place du bachotage actuel dû au manque de moyens pédagogiques et aux conditions de vie et d'études.



Chaque étudiant doit pouvoir choisir entre contrôle continu et l'examen final.

Le système d'admissibilité - admission doit être supprimé.

La compensation des notes et le report des notes supérieures à la moyenne doivent être instaurés.

Les élus doivent pouvoir participer aux jurys d'examens à titre consultatif.

#### D) Rôle des étudiants.

Les étudiants réclament de participer réellement à l'élaboration du contrôle des connaissances et de l'enseignement lui-même au niveau de son contenu et des méthodes, par la mise en place de créneaux horaires et de débats avec les enseignants, par la création de commissions d'années paritaires étudiants enseignants et l'élection de délégués de T.D.

Les étudiants en IUT doivent être représentés dans les commissions pédagogiques nationales.

Les étudiants veulent avoir la possibilité dans le cadre des horaires de formation, d'inviter des syndicalistes, des chercheurs, des créateurs.

POUR UNE UNIVERSITE OUVERTE ET PRISE EN MAINS PAR SES USAGERS,

I - LES ETUDIANTS LUTTENT POUR QUE L'UNIVERSITE SOIT UN REEL CENTRE D'INITIATIVE SCIENTIFIQUE ET CULTUREL

a) Pour une Université pôle scientifique et culturel.

- Les étudiants veulent participer à la diffusion des connaissances, de la recherche et de la création culturelle réalisées à l'université. Les étudiants veulent avoir les moyens d'organiser des conférences-débats, des forums, des colloques, sur les questions économiques, technologiques, scientifiques sociales et culturelles pour permettre à l'Université, à ses usagers d'intervenir dans la vie du pays.

- Les étudiants veulent que l'Université et ses usagers aient leur mot à dire dans les grands choix nationaux en matière scientifique, technologique, culturelle, en matière de santé et d'éducation.

Les étudiants agissent pour que l'Université développe ses relations avec les collectivités locales et les organisations représentatives des travailleurs et de la population.

b) Pour une réelle animation de la vie des Universités.

- Des équipements culturels doivent exister sur chaque campus et dans toutes les cités universitaires. La gestion par les étudiants eux-mêmes des crédits culturels, préconisée par la Commission MALLET de 1969, doit être rétablie et étendue.

En particulier,

- Les étudiants demandent la création de commissions vie de l'étudiant dotées d'un budget spécifique, géré par les étudiants, dans toutes les universités et exigent la création d'un poste de vice-président étudiant par le Conseil d'Université qui prendrait notamment en charge l'animation culturelle.

- Les foyers étudiants :

avec les Comités et les élus UNEF, les étudiants agissent pour la création de foyers étudiants qui animent la vie de l'UER, qui soient gérés par les étudiants.

Par l'activité des foyers, les étudiants agissent pour l'accès de tous à la culture (ciné-clubs, théâtres, voyages, débats) en mettant en oeuvre une politique novatrice en matière d'animation culturelle. Les étudiants agissent pour obtenir de l'université les moyens nécessaires en locaux et en subventions.

- Les équipements sociaux.

Les étudiants agissent pour l'ouverture de centres de médecine-préventive, de centres de plannings familial et d'orthogénie, l'implantation d'une crèche au minimum par université, d'une halte garderie près de chaque restau-U



la création d'un poste d'assistante sociale pour 2.500 étudiants;  
l'ouverture d'une pharmacie mutualiste près de chaque campus.

- Le Sport.

Les étudiants luttent pour que chaque université dispose d'un département d'activités physiques et sportives et pour que ces activités puissent faire partie de la formation sous forme d'option. La recherche doit être développée dans ce secteur.

Le paiement des droits sportifs doit être supprimé dans toutes les Universités où il a été institué. La gestion de ces installations doit être confiée à l'Université et le financement totalement pris en charge par l'état.

En exigeant la dissolution de la FNSU qui compromet l'avenir du sport universitaire, les étudiants demandent le maintien de l'ASSU et l'augmentation de son budget.

II - LES ETUDIANTS AGISSENT POUR L'EXTENSION DE LEURS DROITS ET DE LA  
DEMOCRATIE A L'UNIVERSITE.

a) Pour une révision démocratique de la loi d'orientation.

Les mesures gouvernementales portant atteinte aux droits des étudiants appellent à une révision démocratique de la loi d'orientation pour les reconquérir, mais aussi les élargir et en conquérir d'autres.

- Les étudiants revendiquent un droit de regard, de contrôle et de décisions sur le fonctionnement de l'Université et de leur UER. Ils luttent pour que tous les usagers puissent prendre en mains son fonctionnement, participer à la définition de ses objectifs.

- Les étudiants exigent l'abrogation du quorum qui limite la présence de leurs élus dans les conseils, ils exigent une réelle parité dans tous les conseils (UER, Universités, CROUS, CNO, CNESER) et une grande représentation des syndicats de travailleurs.

Ils agissent pour la publicité des débats des conseils et exigent les moyens nécessaires d'information.

- Les étudiants exigent que les conseils aient de réels pouvoirs de décision, qu'ils soient saisis de toutes les questions concernant les universités et que tous les points dont les étudiants demandent la mise à l'ordre du jour soient abordés.

Le CNESER doit pouvoir jouer un rôle réel de coordination des politiques des Universités, il doit être saisi de tous les problèmes concernant les universités au plan national, il doit représenter l'ensemble des usagers (Etudiants enseignants et personnels) l'administration et les représentants des organisations représentatives des travailleurs :

b) Pour l'exercice des libertés.

- Les étudiants exigent pour que la liberté d'expression syndicale et politique soit respectée dans toutes les universités. Les étudiants revendiquent des créneaux horaires communs pour le libre exercice de leurs droits.

Les étudiants exigent l'interdiction des groupes fascistes et luttent contre l'intervention de la police sur les campus, pour le rétablissement des franchises universitaires.

Les étudiants étrangers doivent être considérés comme des étudiants à part entière, jouissant des mêmes droits que les étudiants français.

Les étudiants exigent l'abrogation de la circulaire IMBERT qui permet des mesures disciplinaires arbitraires.

c) Pour la reconnaissance du fait syndical.

Dans chaque UER, ils exigent de l'Université les moyens en locaux, crédits, panneaux d'affichage, subventions pour l'activité de leur syndicat; ils luttent pour que le gouvernement restitue à l'UNEF sa subvention et que toutes les subventions soient attribuées en fonction du critère de représentativité.

A tous les niveaux, les étudiants exigent pour leurs élus un statut leur donnant les moyens d'exercer leur mandat et d'en rendre compte en permanence.